

**A\_2022\_1**

## **Arrêté de mise en disponibilité pour convenances personnelles de Mme COTE Marine Grade Adjoint technique territorial**



### **Arrêté de mise en disponibilité pour convenances personnelles de Mme COTE Marine Grade Adjoint technique territorial**

Le Maire d'Aussac-Vadalle,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 14 bis,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 72,

**Vu** le décret n°86-68 du 13 Janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, notamment les articles 18, 21, 25-1 et 25-2,

**Vu** le décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

**Vu** la demande écrite de renouvellement de mise en disponibilité pour convenances personnelles en date du 13 décembre 2021 présentée par Mme CÔTE Marine, Adjoint technique territorial pour une durée de 6 mois à compter du 01 mars 2022,

**Considérant que** la disponibilité pour convenances personnelles peut être accordée pour une durée maximale de 5 années, renouvelable dans la limite d'un total de 10 années sur l'ensemble de la carrière,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Mme CÔTE Marine est placée en disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de 6 mois à compter du 01/03/2022.

### **ARTICLE 2 :**

Si elle souhaite exercer une activité privée pendant cette période de disponibilité pour convenances personnelles, Mme CÔTE Marine doit respecter les règles posées par le décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 susvisé.

### **ARTICLE 3 :**

Pendant la durée de sa mise en disponibilité, Mme CÔTE Marine ne perçoit aucune rémunération et cesse de bénéficier de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Toutefois, si pendant cette période, Mme CÔTE Marine exerce une activité professionnelle lucrative, salariée ou indépendante à temps complet ou à temps partiel dans les conditions prévues aux articles 25-1 et 25-2 du décret n°86-68 du 13 janvier 1986, elle conservera ses droits à l'avancement d'échelon et de grade dans la limite de 5 ans.

La conservation des droits à l'avancement est subordonnée à la transmission annuelle des pièces justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle à l'autorité territoriale, avant le 01 janvier de chaque année.

### **ARTICLE 4 :**



Mme CÔTE Marine devra solliciter sa réintégration ou le renouvellement de la disponibilité trois mois au moins avant l'expiration de la période de disponibilité en cours. A défaut, elle pourra être radiée des cadres sans bénéficier de la procédure disciplinaire, après mise en demeure préalable.

### **ARTICLE 5 :**

La secrétaire de mairie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée.

Fait à Aussac-Vadalle le 04 janvier 2022

Le Maire  
Gérard LIOT

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique préalable exercé dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, éventuellement suivi d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter, soit de la réponse de l'administration, soit de la décision implicite de rejet de cette dernière.

Notifié le 11/01/2022

Signature de l'agent :

